nationaux du gouvernement fédéral et aux travaux considérables qui nécessitent la mise en valeur et l'expansion de ces parcs. Voilà des travaux auxquels on pourrait utilement employer beaucoup de ces étudiants.

• (3.40 p.m.)

Il faudrait tâcher de persuader l'industrie, si possible, de revenir sur ses décisions de fermer entièrement pendant deux semaines d'affilée.

Nous devrions nous préoccuper particulièrement de trois groupes de jeunes. Il y a les étudiants qui sortiront au printemps des universités canadiennes; on estime leur nombre à 88,000. A ce nombre, il faudrait ajouter les diplômés des collèges communautaires, ce qui fera encore 18,000 jeunes Canadiens en quête d'emploi. Puis, il y a les étudiants qui ont besoin d'un emploi d'été pour pouvoir continuer leurs études. D'après les chiffres du Bureau fédéral de la statistique, ces étudiants sont au nombre de 204,000 et ils entreront sur le marché du travail au printemps. L'année dernière 74,000 d'entre eux n'ont pas réussi à trouver d'emploi. Nous avons tous noté, j'en suis sûr, le nombre croissant d'étudiants qui ont besoin d'un emploi d'été afin de payer leurs études, en tout ou en partie. Il est vrai que certains d'entre eux ont la chance d'avoir des bourses, ou d'avoir des parents à l'aise, mais la grande majorité d'entre eux ont besoin au moins d'un travail à temps partiel pendant l'été pour payer leurs frais de pension et de scolarité qui, en Ontario, s'élèvent à environ \$2,000 par an.

Il y a aussi le problème des nombreux jeunes gens qui ne peuvent être classés comme étudiants, diplômés ou non. Les chiffres fournis à la Chambre par le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration indiquent dans quelle mesure il est difficile de trouver de l'emploi pour les jeunes de ce groupe. Je vais consigner au compte rendu les chiffres du chômage chez les jeunes de 14 à 19 ans au Canada; il s'agit généralement d'élèves d'école secondaire et de ceux qui ont abandonné leurs études. En juin dernier, il y avait 153,000 chômeurs dans ce groupe. En juillet, il y en avait 143,000. Mais sur les 153,000 qui étaient chômeurs en juin, 13,000 étaient des provinces atlantiques, 14,000 de la province de Québec, 30,000 de l'Ontario 14,000 des Prairies et 19,000 de la Colombie-Britannique. En juin 1967, ce chiffre était de 111,000. On prévoit que ce chiffre montera jusqu'à 180,000 et mme plus en 1969, et il est tout à fait concevable qu'il atteigne 200,000. Quand on ajoute le nombre de ces jeunes chômeurs, qui ne sont pas étudiants pour la plupart, au nombre des

prédiplômés qui cherchent un emploi et des diplômés qui cherchent, eux, un emploi permanent, on atteint un chiffre vertigineux; il devient alors évident que les jeunes sans travail posent un très grave problème.

J'aimerais savoir, comme tous les députés j'imagine, ce que le ministre et ses collègues comptent faire, face aux multiples revendications légitimes de la jeunesse canadienne qui veut se tailler une place dans l'économie. Si le ministre pouvait annoncer un programme concret, il donnerait l'exemple à son parti; nous attendons donc qu'il nous fasse part de ses projets concernant cette question capitale.

(Applaudissements)

D'après un sondage effectué l'automne dernier par le *Financial Post*, la progression de l'offre en ce qui a trait aux emplois disponibles cette année est loin de répondre à la demande représentée par les nouveaux diplômés d'universités. Bien pis, les employeurs deviennent de plus en plus difficiles; la demande s'est circonscrite à deux ou trois facultés: Administration d'affaires, informatique, géologie, génie des mines, etc. Pour les étudiants porteurs d'un diplôme en lettres, de sciences sociales, du génie civil, mécanique et électrique, les perspectives sont de plus en plus limitées.

Que compte faire le gouvernement au sujet de cette situation? N'y aurait-il pas eu lieu d'assurer une collaboration plus étroite entre les universités et le gouvernement? A mon avis, le gouvernement aurait dû demander aux universités de préparer leur enseignement de façon à répondre aux demandes d'emploi. Néanmoins, on a accompli bien peu de choses, semble-t-il, dans cette voie. On attribue à M. V. C. Martell, directeur du centre de la main-d'œuvre du Canada à l'Université Dalhousie, les propos suivants:

Tout porte à croire que ce sont les étudiants de la faculté des arts, en général, mais surtout les jeunes filles, qui souffriront le plus. Et ils sont plus nombreux que dans les autres facultés.

Nous aimerions dès maintenant avoir la preuve que le gouvernement a mis au point un programme adéquat. Nous voulons des actes, un programme-choc. Pour l'amour du ciel, ne nous dites pas que vous allez créer un autre groupe d'étude. Nous en avons eu assez. Qu'on agisse! Les emplois pour étudiants ne peuvent être considérés comme une forme d'aide, car ils représentent un investissement national.

Le Conseil économique du Canada a mis cette question très en évidence en déclarant qu'il est indispensable d'instruire nos jeunes gens, puis d'utiliser cette instruction au maximum. Même la défense nationale n'est pas un impératif plus catégorique. L'an dernier, le